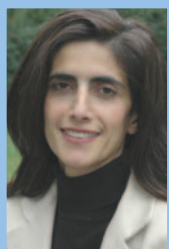


LA PAUVRETÉ RELATIVE DES QUÉBÉCOIS

Comment se compare le niveau de vie des Québécois avec celui des habitants des autres régions de l'Amérique du Nord? Cette question soulève beaucoup de réactions émotives de part et d'autre. Les désaccords tiennent en partie au fait que les données disponibles n'offrent pas une image claire et peuvent facilement prêter à confusion. Selon certains indicateurs généraux relativement imprécis, le niveau de vie des Québécois pourrait être comparable à celui des Ontariens. D'autres données plus objectives montrent toutefois que le Québec est relativement pauvre par rapport aux autres provinces et aux États américains.



Cette Note économique a été rédigée par Norma Kozhaya, économiste à l'IEDM et chargée de cours à l'Université de Montréal.

La mesure la plus globale et la plus utilisée du niveau de vie des résidents d'un territoire est le produit intérieur brut (PIB) per capita. Le PIB mesure la valeur marchande totale des biens et services finaux produits à l'intérieur d'un territoire donné et reflète donc la capacité productive de l'économie. Il correspond également à l'ensemble des revenus générés par la production – notamment les salaires et les profits – dont une partie peut être redistribuée par la suite à travers le système fiscal.

En 2004, le PIB per capita du Québec se chiffrait à 35 117 \$. Il est inférieur de 13 % à celui de l'ensemble du Canada (40 351 \$) et de 16 % à celui de l'Ontario (41 703 \$). Il vient également après celui de l'Alberta (58 394 \$), de la Saskatchewan (40 240 \$), de Terre-Neuve (37 588 \$) et de la Colombie-Britannique (37 421 \$). Selon cette mesure, le Québec est donc plus pauvre que cinq des neuf autres provinces canadiennes¹.

La situation est encore moins avantageuse lorsqu'on compare le Québec à l'ensemble

de l'Amérique du Nord. Le PIB québécois par habitant se retrouve au 53^e rang des 60 États américains et provinces canadiennes en 2004, ne dépassant que trois des États américains (l'Arkansas, la Virginie occidentale et le Mississippi, l'État américain le plus pauvre)². Le même genre de résultats avait déjà été identifié par une étude d'Industrie Canada, qui attribuait au Québec, sur la période 1995-1997, la 52^e position³.

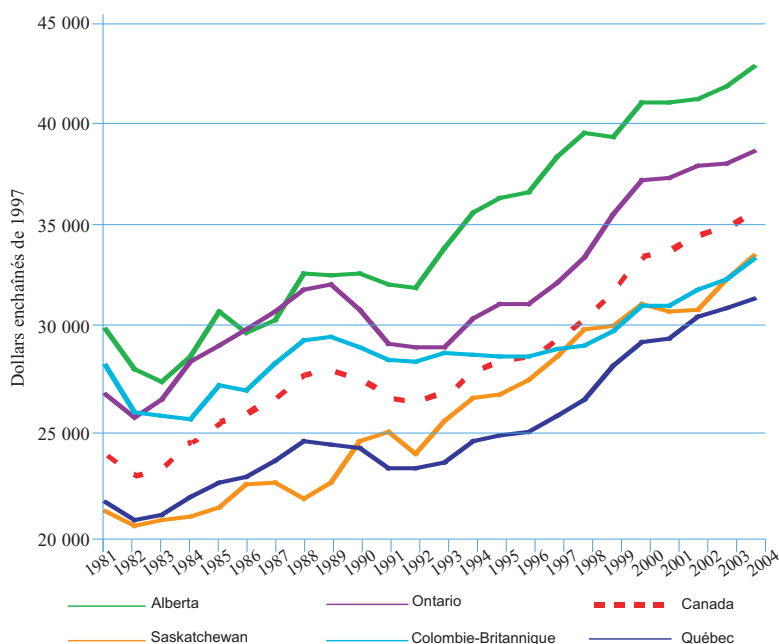


Cet écart avec la moyenne canadienne a-t-il au moins diminué au cours des dernières années? La Figure 1 présente l'évolution du PIB per capita calculé en termes réels, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation⁴. Entre le PIB réel per capita du Québec et celui du Canada, on constate un écart per-

sistant qui atteint quelque 11 % depuis les vingt dernières années. Avec l'Ontario, l'écart de 18 % des deux dernières années est le même qu'il était au début des années 1980⁵. Il semble donc difficile de parler de rattrapage.

1. Voir Statistique Canada, Comptes économiques nationaux, http://www.statcan.ca/francais/nea-cen/index_f.htm. Le PIB terre-neuvien a profité de la production pétrolière au large des côtes au cours des dernières années, ce qui explique le niveau relativement élevé du PIB per capita à Terre-Neuve malgré les difficultés économiques que connaît toujours cette province.
2. Pour comparer les États américains aux provinces canadiennes, nous avons utilisé la dernière mesure disponible de taux de change à parité de pouvoir d'achat (PPA) calculée par Statistique Canada pour 2001.
3. Raynald Létourneau et Martine Lajoie, *La comparaison des niveaux de vie au Canada et aux États-Unis – une perspective régionale*, Document hors série no 22, Ottawa, Industrie Canada, février 2000, p. 15; disponible à [http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/vwapj/op22f.pdf/\\$FILE/op22f.pdf](http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/vwapj/op22f.pdf/$FILE/op22f.pdf).
4. Ces données sont en dollars enchaînés de 1997, une nouvelle façon d'exprimer des dollars réels, selon la méthode de calcul récemment adoptée par Statistique Canada et d'autres organismes similaires dans le monde.
5. De manière générale, et à l'exception de l'Alberta, les provinces ont, depuis 1990, réduit leur écart par rapport à la moyenne canadienne du PIB per capita (voir John R. Baldwin, Mark Brown, Jean-Pierre Maynard et Danielle Zietsman, *Rattrapage et perte de terrain : la performance provinciale du PIB par habitant entre 1990 et 2003*, Statistique Canada, novembre 2004, disponible à <http://www.statcan.ca/francais/research/11F0027MIF/11F0027MIF2004024.pdf>). Toutefois, l'écart entre le Québec et la moyenne canadienne a à peine bougé, de -12 % à -11 %.

FIGURE 1
PIB réel per capita, 1981-2004



Source : Statistique Canada.

On devrait idéalement préciser ces données en les ajustant selon le coût de la vie. En effet, si par exemple un dollar gagné et dépensé à Montréal permet d'obtenir plus de biens et services qu'à Toronto, cela modifie sensiblement le portrait de la situation. Malheureusement, même si le concept paraît simple, il est impossible d'obtenir des données fiables et complètes. Statistique Canada a publié des données sur le coût de la vie uniquement dans la plus grande ville de chaque province, en plus d'Ottawa, pour l'année 2003. Les prix dans ces villes ne sont toutefois pas nécessairement représentatifs des prix à la grandeur de la province. De plus, les mesures du coût de la vie ne sont pas disponibles pour les périodes précédentes et nous ne pouvons donc faire aucune comparaison temporelle pour observer une tendance.

Sur cette base imparfaite, la meilleure approximation montre que le coût de la vie en Ontario est environ 12 % supérieur à celui qui prévaut au Québec⁶. En tenant compte de cette différence,

l'écart négatif entre le PIB par habitant québécois et la moyenne canadienne passe de 13 % à 6 % alors que celui avec l'Ontario passe de 16 % à seulement 4 %, ce qui ne laisse qu'un léger avantage à l'Ontario.

Un autre indicateur du niveau de vie est le revenu personnel disponible per capita. Cette mesure additionne toutes les sources de revenu des individus, y compris les transferts gouvernementaux, et en retranche les impôts personnels directs. En 2004, le revenu per capita disponible au Québec était de 21 631 \$, soit 7 % inférieur à la moyenne canadienne, 20 % en dessous de l'Alberta, 12 % en dessous de l'Ontario et 4 % en dessous de la Colombie-Britannique⁷. Si l'on ajuste selon le coût de la vie, on se retrouve de nouveau avec un portrait relativement plus favorable pour le Québec, puisque l'écart avec l'Ontario semble disparaître tout à fait⁸.

L'imprécision de ces données nous oblige toutefois à les prendre avec un grain de sel. De plus, elles sont contrebalancées par divers autres indicateurs selon lesquels le Québec fait beaucoup moins bonne figure.

Des retards sur tous les plans

La productivité du travail représente un indicateur important de la performance économique et un déterminant crucial de la croissance du niveau de vie. Sans hausse de la productivité, il ne peut y avoir d'augmentation de la richesse per capita. Le Québec est relativement moins avantagé que les autres provinces autant sur le plan de la productivité par salarié que celle par heure travaillée.

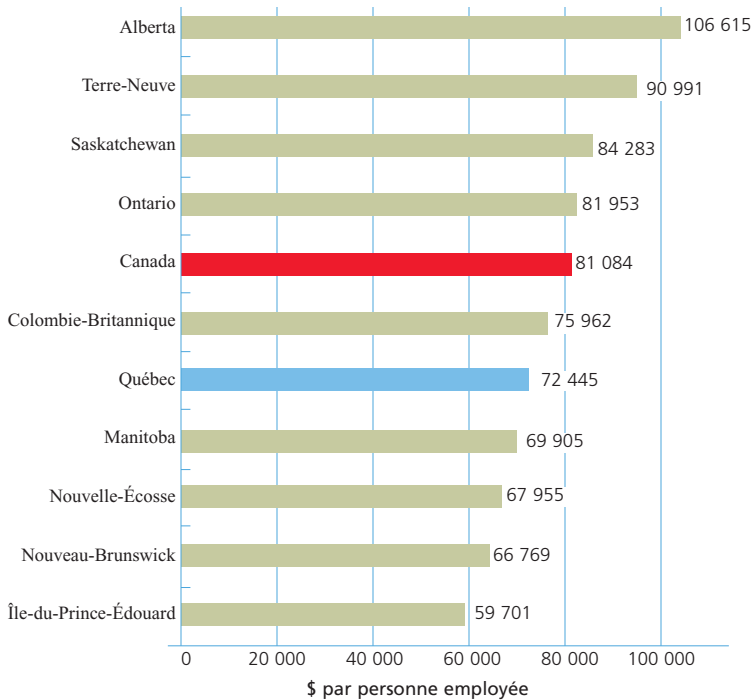
Entre le PIB réel per capita du Québec et celui du Canada, on constate un écart persistant qui atteint quelque 11 % depuis les vingt dernières années. Avec l'Ontario, l'écart de 18 % des deux dernières années est le même qu'il était au début des années 1980.

6. Cet indice du coût de la vie tient notamment compte du fait que le logement, l'électricité et le transport public sont moins chers à Montréal, mais que l'essence y coûte plus cher. Le poids du coût du logement occupe une place particulièrement importante. Ainsi le panier représentatif de biens et services coûte 15 % moins cher à Montréal qu'à Toronto, et 9 % moins qu'à Ottawa. On présume donc, en faisant la moyenne des deux villes ontariennes, que le coût de la vie au Québec est approximativement 12 % inférieur à celui en Ontario.

7. Voir Statistique Canada, Comptes économiques nationaux, http://www.statcan.ca/francais/nea-cen/index_f.htm.

8. Outre ces résultats qui donnent un portrait du citoyen moyen, on constate des disparités selon la situation familiale. Un dossier récent de *La Presse* (Francis Vailles, 8 et 9 avril 2006) montre que, pour des situations comparables, et en tenant compte du fardeau fiscal et du coût de la vie, les familles avec enfants sont avantagées à Montréal comparativement aux autres grandes villes canadiennes (à l'exception d'Edmonton). En effet, une fois l'impôt et des dépenses comparables payés, les familles à Montréal peuvent garder plus d'argent dans leurs poches, notamment parce que les services de garde et le logement y coûtent moins cher. Les célibataires, eux, sont relativement défavorisés parce qu'ils paient plus d'impôts et reçoivent moins de services.

FIGURE 2
Productivité dans les provinces canadiennes, 2004



Source : Statistique Canada et calculs de l'auteure.

La Figure 2 montre que la productivité québécoise par travailleur, c'est-à-dire le rapport du produit intérieur brut (PIB) provincial au nombre de personnes employées, est inférieure à la moyenne canadienne et dépassée par la productivité en Alberta, à Terre-Neuve, en Saskatchewan, en Ontario et en Colombie-Britannique. Une étude réalisée il y a quelques années concluait que, si on inclut les États américains dans la comparaison, le Québec se situe au 49^e rang au chapitre de la productivité par employé⁹. La productivité par heure travaillée est également inférieure à la moyenne canadienne et à l'Ontario. Elle a crû à un taux annuel moyen de 1,27 % entre 1987 et 2004 au Québec et de 1,44 % en Ontario¹⁰.

Le Québec a toujours le taux de chômage le plus élevé des provinces canadiennes à l'exclusion de trois des provinces atlantiques,

Le Québec est relativement moins avantage que les autres provinces autant sur le plan de la productivité par salarié que celle par heure travaillée.

soit 8,5 % en mars 2006, contre 6,3 % pour le Canada et 6,1 % en Ontario. L'écart avec l'Ontario s'est cependant réduit pratiquement de moitié depuis le début des années 1980.

La proportion de prestataires d'aide sociale au sein de la population québécoise est également plus élevée que dans presque toutes les autres provinces canadiennes. Le Québec est seulement dépassé par Terre-Neuve à ce chapitre. En 2005, 6,8 % de la population était bénéficiaire d'aide sociale, la moyenne canadienne étant de 5,2 % et le niveau ontarien de 5,4 %. Ces taux ont diminué dans l'ensemble du Canada après avoir connu des sommets vers le milieu des années 1990, mais la diminution a été relativement plus faible au Québec. En 1995, par exemple, la proportion de prestataires d'aide sociale était de 11 % au Québec, 10 % au Canada et 12 % en Ontario.

Enfin, on trouve une bonne indication de la richesse au sens propre, par opposition au revenu, dans la valeur nette des ménages, c'est-à-dire leurs avoirs moins leurs dettes. Avec une valeur nette médiane des unités familiales au Québec de 61 300 \$ en 1999, le Québec est encore une fois dans la queue de peloton des provinces canadiennes, juste devant Terre-Neuve. En Ontario, cette valeur est de 101 400 \$. La proportion des ménages qui sont propriétaires de leur résidence exerce une forte influence sur leur valeur nette, et les Québécois ont beaucoup plus tendance à être locataires que propriétaires de leur logement¹¹.

Tous ces indicateurs se fondent sur des mesures beaucoup plus objectives que celui du niveau de vie provincial ajusté au coût de la vie dans les grandes villes, et classent indéniablement le Québec plus bas sur l'échelle comparativement à l'Ontario et à la moyenne canadienne. Ils reflètent une performance économique relativement faible. Il est en effet impossible de maintenir un niveau de vie aussi élevé que celui de nos voisins à moins d'avoir une productivité qui croît au moins aussi vite que la leur. Par ailleurs, le nombre systématiquement plus élevé de chômeurs, d'assistés sociaux, et de ménages locataires au Québec est un indice clair du fait que le niveau de vie en général y est moins élevé que dans les autres provinces riches.

9. Raynald Létourneau et Martine Lajoie, *op. cit.*

10. Voir les données du Centre d'étude des niveaux de vie, Ottawa, <http://www.csls.ca/data/ptabln/t1-june13-05.pdf>.

11. Voir Statistique Canada, *Les avoirs et les dettes des Canadiens*, Ottawa, 2001, Tableau 3.9, disponible à <http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-595-XIF/13-595-XIF1999001.pdf>.

Une société plus égalitaire?

Malgré cela, des intervenants suggèrent que ces indicateurs ne décrivent pas suffisamment bien la situation, car ils ne rendent pas compte du fait que le Québec est selon eux une société plus égalitaire et solidaire, que la richesse y est mieux répartie et qu'on y compte moins de pauvres. De plus, le Québec aurait plus de programmes sociaux pour aider les plus pauvres, ce qui compenserait pour les revenus plus faibles. Qu'en est-il de ces arguments?

Plusieurs indicateurs de pauvreté et de redistribution existent, dont certains font plus l'unanimité que d'autres. Parmi ceux-là se trouve le taux de pauvreté par la mesure du panier de consommation (MPC), qui donne le ratio dans la population de personnes ou familles dont le revenu est insuffisant pour répondre aux besoins essentiels. Le taux de pauvreté donné par la mesure du panier de consommation est de 12 % au Québec, ce qui est effectivement légèrement inférieur à la moyenne canadienne de 13 %, mais légèrement supérieur à celui de l'Ontario qui est de 11 %. Le Québec compte donc proportionnellement un peu moins de pauvres que le Manitoba ou Terre-Neuve, mais pas moins que son voisin ontarien.

De plus, le Québec compte relativement moins de riches, la proportion de contribuables gagnant des revenus de 100 000 \$ et plus se situant à 2,2 %, contre 4 % en Ontario. Que les Québécois soient ou non plus solidaires, avoir moins de riches signifie qu'il y a de toute façon moins de richesse à redistribuer.

Que les Québécois soient ou non plus solidaires, avoir moins de riches signifie qu'il y a de toute façon moins de richesse à redistribuer.

Enfin, en ce qui concerne les programmes sociaux, chacun mériterait une étude séparée pour évaluer ses effets de redistribution nette. Une remarque générale mérite cependant d'être

faite. Ces programmes sociaux ont coûté très cher, et leur résultat net sur les finances publiques a été l'accumulation d'une dette publique énorme, la plus importante parmi les provinces canadiennes, équivalente à 44 % du PIB québécois (soit environ 15 500 \$ par personne). De plus, pour payer ces programmes sociaux, les gouvernements successifs ont dû maintenir le niveau d'imposition le plus élevé en Amérique du Nord, entraînant une diminution du pouvoir d'achat des contribuables et des réductions d'efficacité économique.

Des avantages qui risquent de s'effriter

Malgré l'imprécision de certaines données, plusieurs indicateurs suggèrent que le Québec compte parmi les sociétés les moins riches au Canada et en Amérique du Nord. Si l'attrait économique du Québec était si évident en comparaison de ses inconvénients, on s'attendrait à observer une migration des autres provinces vers le Québec. Or, c'est exactement le contraire qui se passe. Le Québec est la seule province qui a affiché un solde migratoire interprovincial négatif pour toutes et chacune des 32 dernières années¹².

L'économie n'est pas tout, et le Québec reste l'un des endroits les plus favorisés dans le monde. Il existe évidemment d'autres raisons de vouloir y rester ou s'y établir, des raisons qui ont trait à la culture et à la qualité de vie par exemple. Mais ces avantages risquent eux aussi de s'effriter à moins de maintenir un rythme de création de richesse comparable à celui de nos voisins. Reconnaître la pauvreté relative des Québécois est un pas indispensable dans la recherche de solutions.



Institut économique de Montréal
6708, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec)
Canada H2S 2M6
Téléphone (514) 273-0969
Télexcopieur (514) 273-2581
Site Web www.iedm.org

L'Institut économique de Montréal (IEDM) est un institut de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Il œuvre à la promotion de l'approche économique dans l'étude des politiques publiques.

Fruit de l'initiative commune d'entrepreneurs, d'universitaires et d'économistes, l'IEDM n'accepte aucun financement public.

Abonnement annuel aux publications de l'Institut économique de Montréal : 98,00 \$.

Président du conseil :
ADRIEN D. POULIOT
Présidente (par intérim) :
TASHA KHEIRIDDIN

Les opinions émises dans cette publication ne représentent pas nécessairement celles de l'Institut économique de Montréal ou des membres de son conseil d'administration.

La présente publication n'implique aucunement que l'Institut économique de Montréal ou des membres de son conseil d'administration souhaitent l'adoption ou le rejet d'un projet de loi, quel qu'il soit.

Reproduction autorisée à des fins éducatives et non commerciales à condition de mentionner la source.

Institut économique de Montréal
© 2006

Imprimé au Canada

Illustration :
Benoit Lafond

Infographie :
Valna inc.

12. Statistique Canada, CANSIM, Tableau 051-0018.